

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/23-mai-CIGEOsecours-l-ASN-jette-un>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau  
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! >  
CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **23 mai 2013 - CIGÉOsecours, l'ASN jette un fût explosif dans le trou de BURE**

**24 mai 2013**

## **23 mai 2013 - CIGÉOsecours, l'ASN jette un fût explosif dans le trou de BURE**

**Communiqué du CEDRA (Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs)**

**CIGÉOsecours, une autorité jette un fût explosif dans le trou de BURE**

ENFIN !

Annoncé voici des semaines (1), c'est juste la veille du « débat public » que l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) rend public un AVIS (2) qui va faire trembler et les galeries de BURE, et un débat public pourtant déjà bien mal emmanché. Que révèle l'ASN ? Rien de moins que l'analyse du CEDRA et autres associatifs.

Voilà donc lancée ce jeudi 23 mai la première réunion (à BURE) d'un « débat public » sur l'enfouissement. Mais enfouissement de quoi ? Eh bien, nul ne le sait ! Ni l'ANDRA, promoteur de la poubelle nucléaire souterraine de BURE, ni les contrôleurs de l'Andra (dont l'ASN), ni les producteurs de ces déchets, ni les pouvoirs publics. C'est que ces montagnes de déchets, dont le contenu est pudiquement dénommé « inventaire », dépendent en grande partie de la politique énergétique à venir, et donc par exemple de la loi qui va conclure le débat actuel sur la « transition énergétique ». Ainsi, l'ASN pointe le fait que la France pourrait abandonner le « retraitement » des combustibles nucléaires usés, ce qui signifierait qu'on glisserait dans le trou de Bure du plutonium par exemple, « infâme saloperie » comme source de contamination et de 'criticité' (réaction en chaîne, explosive).

En termes à peine diplomatiques, à travers son AVIS l'ASN donne donc raison aux 44 associations qui, fin 2012, s'étaient adressées aux plus hautes autorités de l'Etat. Signalant qu'un « débat public » mené avant la future loi de politique énergétique serait illogique, le monde associatif demandait de la cohérence : la loi puis le débat sur les déchets. Résultat ? D'un côté, silence de l'Etat, et de l'autre, calendrier du « débat déchets » percutant de front celui sur l'énergie. Un calendrier du « débat public » stupide... à moins qu'il ne cache une politique invouable : se débarrasser à la hussarde de ces déchets encombrants, et menaçant la survie même du nucléaire. Vu sous cet angle, la raison officielle du calendrier actuel apparaît dans toute son ineptie. Non, le débat n'a pas été décalé, reporté, dans la crainte de polluer les élections municipales du printemps 2014 car, en ce cas, il

faudrait comprendre que dans ces élections et dans la région de Bure, « on » préférerait que l'électeur débâte de la couleur des salles des fêtes plutôt que de ce projet monstrueux dont les conséquences plomberaient 6000 générations et des régions entières de par les contaminations souterraines...

Si l'[Avis de l'ASN](#) jette un fût explosif dans le trou de BURE (ces « combustibles usés », oubliés et qui nécessiteraient des dizaines de km de galeries/alvéoles supplémentaires), pourquoi cette ASN omet-elle de révéler que bien d'autres types de déchets nucléaires sont eux aussi « oubliés » : les quantités (impressionnantes) d'uranium de retraitement, par exemple, ou encore les combustibles dits MOX (gavés au plutonium !) qui un jour ou l'autre ne seront plus « re-traitables », et puis en partie les déchets nucléaires dits FAVL (ceux-là mêmes qui ont suscité de véritables jacqueries voici peu), et d'autres encore dont les « responsables » se gardent bien de parler... de 300 km de galeries et alvéoles, l'énorme poubelle nucléaire souterraine pourrait se voir agrandir démesurément... si cette folie n'était stoppée.